



HAL
open science

Nicolas Eyguesier. Retour sur la révolution industrielle
Jean Gardin

► **To cite this version:**

Jean Gardin. Nicolas Eyguesier. Retour sur la révolution industrielle. Justice spatiale = Spatial justice, 2016. halshs-02071099

HAL Id: halshs-02071099

<https://shs.hal.science/halshs-02071099v1>

Submitted on 18 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Eyguesier. *Retour sur la révolution industrielle*

Jean Gardin

Dans une livraison précédente (<http://www.jssj.org/issue/mai-2014-jssj-a-lu/#note1>), *JSSJ a lu* présentait la recension d'un ouvrage de Jean-Claude Michéa (*Les mystères de la gauche*, Champs Flammarion), auteur peu amène pour la gauche française, qu'il décrit d'ailleurs comme plus ou moins défunte.

Le livre que nous présentons aujourd'hui n'est pas plus tendre pour la gauche. Mais il s'attaque aussi à la lecture que dresse Michéa du libéralisme de cette dernière. Plus globalement, *Retour sur la révolution industrielle* propose une relecture de certains auteurs libéraux du début du XIX^e siècle, notamment George Sismondi, un économiste genevois, critique de la révolution industrielle. C'est cette relecture qui forme l'argument central d'une attaque frontale portée contre Jean-Claude Michéa et les autres critiques du libéralisme issues du socialisme « de la gauche de la gauche ». Ce livre est donc une proposition stimulante qui entend réhabiliter certains auteurs honnis, notamment Adam Smith, au nom des perspectives émancipatrices que pouvaient porter les libéraux du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Précisons tout de suite que la critique ne provient pas ici du MEDEF ou d'une boîte aux lettres des îles Caïman, mais d'un auteur et d'une maison d'édition qui se positionnent clairement dans le champ de la critique du capitalisme industriel.

Puisqu'il s'agit d'une polémique, rappelons rapidement l'argumentaire de Jean Claude Michéa avant de présenter sa critique.

Selon Michéa, la gauche s'est historiquement inventée comme l'alliance au cours du XIX^e siècle du mouvement socialiste et du libéralisme. Michéa présente cette alliance comme ayant été définitivement scellée au cours de l'affaire Dreyfus. Il voit dans l'invention de la gauche l'abandon progressif des idéaux d'émancipation révolutionnaires de la classe ouvrière. En effet, selon son raisonnement, par cette alliance, le libéralisme trouvait à s'incarner dans les deux camps d'un champ politique bipolaire : à la droite le libéralisme économique, à la gauche le libéralisme culturel. Le jeu de l'alternance politique aidant, c'est le libéralisme qui progresse dans sa globalité, quelques soient les oppositions superficielles, et ce, tout au long du XX^e et du début du XXI^e siècle. Les classes populaires se trouvent alors peu à peu abandonnées par leurs représentants politiques. Elles sont renvoyées à leur conservatisme : culturellement rétrogrades et économiquement peu flexibles.

Après avoir fait ce constat, Michéa dirige son argument dans deux directions :

– L'avenir, c'est se débarrasser de la gauche, prendre en considération la culture des classes populaires, considération dont il trouve l'expression théorique dans la *Common Decency* de George Orwell. Ce que les libéraux considèrent comme l'expression rigide de valeurs conservatrices (être travailleur, honnête, prendre soin de sa famille...) est en fait l'expression d'un

ethos populaire qui refuse la marchandisation globalisée. Toutes ces valeurs morales sont d'efficaces freins à la mise sur le marché et sont donc dénoncées comme telles par les libéraux.

– Vers le passé, c'est la recherche du moteur qui a ainsi pu permettre le « désencastrement » (notion centrale de Karl Polanyi) de l'économie vis-à-vis des contraintes sociales qui la sanglaient dans une portion restreinte du champ des activités humaines. La réponse se trouve dans les idées des lumières, l'invention du libéralisme présenté comme une philosophie éminemment pessimiste : il n'y a plus besoin de morale puisque la somme des intérêts individuels égoïstes mène à l'intérêt général. Michéa s'empresse alors de chercher les limites de cette philosophie dans son contexte même : il ne s'agissait pas pour les premiers libéraux de s'exprimer sur la GPA/PMA, les nanotechnologies, les OGM ou la prostitution mais sur la cordonnerie, la filature et les fonderies, les manufactures et les corporations. L'appel à la libéralisation des échanges et à la libre régulation des marchés par la *main invisible* s'exprimait dans le cadre d'une société morale entièrement chrétienne, coutumière et/ou réglée par la jurisprudence des tribunaux. Il y avait selon la lecture de Michéa, chez Adam Smith comme chez les autres libéraux, un grand nombre de choses « qui ne se faisaient pas », une « décence commune », qui rendaient évidentes les limites même du marché libéral ; des limites impensées, allant de soi. Mais, pour Michéa, en fournissant l'argument général de l'auto-régulation des marchés sans considération morale, les libéraux auraient rendu possibles les coups de boutoirs successifs qui aboutirent à la privatisation des biens communaux, à l'éclatement des corporations et finalement à l'invention du prolétariat moderne. C'est le champ des choses « qui ne se faisaient pas » qui se retrouvait ainsi progressivement rogné jusqu'à aujourd'hui.

La réponse que propose ici Nicolas Eyguesier est toute autre : d'une part Adam Smith, auteur du deuxième tiers du XIX^e siècle nous envoie un message d'un monde disparu. Juger le nôtre en fonction de ces écrits relève de l'anachronisme et du procès d'intention. Par contre, les ouvrages du début du XIX^e siècle sont bien déjà entièrement tournés vers un problème qui nous préoccupe toujours : comment comprendre le mouvement endiablé du capital industriel qui produit des biens de plus en plus nombreux, pour le meilleur et pour le pire.

Tous fascinés par l'accumulation des richesses en Grande Bretagne, ces auteurs adoptent un point de vue radicalement nouveau et qui ne peut en aucun cas être ramené à une pensée du XVIII^e siècle : « *c'est à cette époque que naît l'industrialisme, qui part du présupposé que la société est fondée sur la production et qui très vite présente deux versions concurrentes : une libérale et l'autre organisatrice (on ne dit pas encore « socialiste »)* » (p. 18). Jean-Baptiste Say représente la voie libérale, Saint-Simon la voit « organisatrice ». Or, pour la voie libérale, Adam Smith constitue vite un problème : « *Smith attribue au seul travail de l'homme le pouvoir de produire des valeurs. C'est une erreur* » (J.B. Say *Traité d'économie politique*, 1814, cité p. 34). Ce sont des forces de la nature que le parti de l'industrialisme entend voir surgir les valeurs marchandes. Et c'est ce contre quoi se dresse une minorité d'économistes libéraux anti-industriels, comme Sismondi. Pour eux, la fidélité à Smith, c'est de s'opposer à toutes les lois de monopoles, toutes les politiques d'État et les pressions vénales de quelques richissimes industriels, qui forcent la société à s'industrialiser malgré les dégâts évidents : misère, violence, inégalités.

L'intérêt de la thèse de Nicolas Eyguesier est donc de nous montrer que nous sommes, au XXI^e siècle devenus sans doute incapables de lire les auteurs libéraux anciens tant le filtre « anti-libéral » promu par des auteurs comme Michéa semble puissamment intériorisé. Non, il n'y avait pas consensus sur l'industrie au début du XIX^e siècle. Non, les libéraux ne furent pas particulièrement moteurs dans la naissance de la société industrielle. Le « désencastrement » de l'économie cher à Karl Polanyi ne s'est pas opéré avec une baguette magique (les idées d'Adam Smith), mais avec un pied-de-biche : la puissance des industriels et des États. On retrouve ici beaucoup des réflexions menées par Jean-Baptiste Fressoz sur l'invention du risque industriel au XIX^e siècle dans *L'apocalypse joyeuse* (Seuil, 2012) : plutôt que de passer par le grand récit des idées pour comprendre l'état de notre monde, il est sans doute préférable de lire réellement les textes et les archives. À les lire on peut alors reconstruire le contexte et voir ressurgir de vieux combats. Le lecteur se rend ainsi compte que la société industrielle naît d'une série de petits putschs parfaitement identifiables menés par des acteurs puissants mais qui n'ont jamais été assurés de leur victoire au moment où ils poussaient leurs pions sur l'échiquier.

À la lumière de cette lecture, une question demeure donc ouverte pour aujourd'hui : que nous apportent les analyses menées en termes de critique du libéralisme ou du néo-libéralisme ? En effet, rares sont les combats contre le monde de l'industrie (par exemple les résistances à l'informatisation trop rapidement évoquées dans le dossier scientifique du présent numéro de *JSSJ*) qui ne puissent, comme le faisait Sismondi, s'exprimer en termes de lutte contre les lois de monopole, les politiques d'État et les pressions vénales de quelques richissimes industriels. Place au débat.

Pour citer cet article : Jean GARDIN, « Nicolas Eyguesier. *Retour sur la révolution industrielle* », *Justice spatiale | Spatial Justice*, n° 10, juillet 2016 (<http://www.jssj.org>).